

20  
23



**Rapport  
Annuel**



# Rapport Annuel 2023

## Aperçu 03

- 03 Lettre de la coordinatrice
- 05 Renforcer notre coalition : Une perspective mondiale
- 07 Moyens d'actions

## Résultats mondiaux 08

- 09 Outils de suivi de la titularisation
- 10 *Pleins feux sur l'avenir : À qui appartiennent les terres du monde ?*
- 13 Tracer un Path to Scale
- 15 Lier les droits à l'action en faveur du climat et de la conservation
- 17 Promouvoir la justice de genre
- 19 Lier les droits aux moyens de subsistance des communautés
- 22 Coalitions et réseaux stratégiques

## Résultats régionaux 24

- 25 *Pleins feux sur l'avenir : Mécanisme de réponse stratégique*
- 26 Asie
- 29 Afrique
- 33 Amérique latine

## Investir dans le régime foncier collectif 36

- 37 L'Initiative de financement des droits fonciers communautaires et de la conservation (CLARIFI)

## Métriques 39

- 40 Communication et plaidoyer
- 45 Faits saillants financiers



# Lettre de la coordinatrice

Chères/chers ami.e.s,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2023 de RRI qui donne un aperçu de nos principales réalisations durant l'année écoulée.

Comme le dit un proverbe africain, « *Si tu veux aller vite, vas-y seul. Si vous voulez aller loin, allez-y ensemble.* » En effet, dans toutes les sociétés, l'action collective peut jouer un rôle vital lorsqu'il s'agit de mettre fin au statu quo et apporter des changements transformateurs. En 2025, RRI célébrera le 20ème anniversaire de sa coalition. En prélude à cette importante étape, nous devons réfléchir dès maintenant à la manière de redéfinir notre vision commune de l'utilisation du pouvoir collectif que RRI a cultivé au cours des deux dernières décennies.

Depuis 2005, RRI est devenu un réseau mondial de solidarité qui a le potentiel de transformer les relations socio-économiques et de contribuer à la construction d'une planète plus inclusive, plus équitable et plus durable. Malgré les disparités géographiques et culturelles, nous avons trouvé de nombreux points communs dans les luttes des détenteurs de droits à travers le monde. Nous souhaitons profiter de cette année pour réfléchir à la manière dont nous pouvons tirer parti de ces points communs et de l'impact incroyable qu'ont eu nos membres dans le monde entier.

Pour notre personnel et nos dirigeants, 2023 aura été une année de construction et de renforcement des mouvements pour et avec les communautés qui sont les principales cibles de la mission de RRI. A travers des conférences régionales, des



ateliers mondiaux et des réunions stratégiques, les détenteurs de droits nous ont fait part des moyens à mettre en œuvre pour renforcer la coalition. La plus importante des mesures était peut-être d'inclure et d'amplifier les voix et les perspectives des femmes et des jeunes autochtones, des afro-descendants et des communautés locales, qui ont toujours été laissés à l'écart des stratégies et des réunions nationales et mondiales.

En 2023, nous avons poursuivi notre engagement en faveur d'un plaidoyer fondé sur des données probantes en publiant notre rapport phare sur le suivi des droits fonciers et forestiers dans tous les écosystèmes. La deuxième édition de ce rapport intitulé [\*À qui appartiennent les terres du monde ?\*](#) a souligné la question fondamentale de savoir à qui appartiennent les ressources du monde, avec le constat selon lequel si les gouvernements ont reconnu plus de 100 millions d'hectares de

terres communautaires entre 2015 et 2020, une grande partie de ces avancées est attribuable aux communautés elles-mêmes, malgré le peu de soutien des gouvernements ou de l'aide des bailleurs de fonds. Le rapport souligne également la nécessité d'augmenter considérablement les investissements mondiaux dans les droits fonciers collectifs et de reconnaître que les engagements internationaux en matière de climat et de biodiversité ne pourront être respectés que si nous donnons la priorité à la prévoyance, à la capacité et à la gestion des communautés qui ont préservé les écosystèmes de la planète jusqu'à présent.

Dans toutes les régions où nous intervenons, nous avons continué à renforcer et à créer de nouvelles alliances et de nouveaux réseaux. Ainsi, notre coalition africaine a organisé le tout premier [Congrès sur la conservation des peuples autochtones et des communautés locales](#) en Namibie, ouvrant la voie à une nouvelle Alliance des peuples autochtones et des communautés locales pour la conservation en Afrique (AICA). En Indonésie, nous avons aidé la *Coalition for Tenure Justice* à organiser la troisième conférence nationale sur la tenure qui a donné un élan au mouvement indonésien pour la tenure lors des élections de 2024 qui viennent de s'achever. En Amérique latine, nous avons renforcé la coalition afro-descendante, en aidant ses dirigeants à s'engager fermement dans les fora mondiaux en matière de climat. Lors de la CoP28 à Dubaï, ils ont démontré la contribution des peuples afro-descendants à la conservation de la biodiversité et à l'atténuation du changement climatique en publiant d'importantes [données géoréférencées](#) sur leurs territoires liés aux points chauds de la biodiversité en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Nous avons également pris des mesures importantes pour renforcer la solidarité et la voix des femmes au sein du mouvement de défense des droits communautaires. En partenariat avec le Réseau des populations autochtones et locales d'Afrique centrale pour la gestion durable des écosystèmes forestiers (REPALEAC), nous avons organisé le premier [Forum des femmes autochtones et des communautés](#)

[locales d'Afrique central et du bassin du Congo](#). Ce rassemblement sans précédent a mis en lumière le rôle prépondérant des femmes autochtones et des communautés locales dans la protection des ressources naturelles du bassin du Congo et a plaidé en faveur d'un financement accru pour soutenir leurs efforts en matière de climat et de conservation.

Notre [programme stratégique](#) actuel met l'accent sur la jeunesse et l'intégration du leadership intergénérationnel dans le travail de RRI. Dans cette optique, les membres de RRI en Asie et en Amérique latine ont entrepris deux projets passionnants dont [un manifeste](#) (disponible en anglais et en espagnol) dirigé par des jeunes autochtones, des afro-descendants et des communautés locales d'Amérique latine, unis pour la défense de leurs territoires ancestraux. L'autre projet consistait en [un rapport commun](#) (disponible en anglais et en indonésien) en Asie qui a intégré les expériences des jeunes militants autochtones et des jeunes des communautés locales dans un appel à l'action. Ces deux initiatives ont jeté les bases d'actions plus vastes que la coalition mènera dans le courant de l'année 2024 afin d'instaurer un dialogue intergénérationnel solide au sein de nos communautés.

Le présent rapport annuel donne un aperçu de quelques-unes de nos principales réalisations qui nous stimulent à l'heure où nous nous lançons dans [nos plans de travail](#) pour 2024. Nous sommes impatients de commencer à travailler sur ces plans et de démontrer le pouvoir indélébile de l'action collective.

**Comme toujours, je vous suis profondément reconnaissante de votre soutien continu à notre mission.**

Solidairement,

**Dr. Solange Bandiaky-Badji**  
Coordinatrice, L'Initiative  
des droits et ressources







Photo de paysage de rizières.  
Crédit: iStock.

# Renforcer notre coalition : Une perspective mondiale

## Que signifie entretenir une coalition ?

Dans notre cas, il s'agit d'une coalition qui est passée d'une poignée d'individus et d'organisations en 2005 à plus de 150 membres sur les cinq continents. À l'approche du 20<sup>ème</sup> anniversaire de RRI, en 2025, cette question est plus pertinente que jamais.

Il y a deux ans, les membres de nos communautés autochtones, afro-descendantes et locales nous ont aidés à élaborer notre projet [Ciel bleu](#) et notre actuel [programme stratégique](#). Tout au long de l'année 2023, la coalition s'est réunie – à l'occasion de réunions de planification nationales et mondiales, d'ateliers et de conférences régionales – afin de définir les stratégies à mettre en œuvre pour concrétiser cette vision.

Notre réunion annuelle de stratégie globale a rassemblé les partenaires, collaborateurs, associé.e.s, donateurs et membres du Conseil de direction de RRI à Kinshasa, en République démocratique

du Congo, afin d'identifier les priorités clés de RRI pour cette année (lire ces priorités ainsi que [nos plans de travail pour 2024](#)). Nous avons constaté qu'en dépit des caractéristiques uniques de chaque territoire, les agendas de nos membres sont alignés sur de nombreux domaines thématiques. Des thèmes tels que la nécessité de décoder les marchés du carbone pour les communautés, d'augmenter le financement direct pour les détenteurs de droits, en particulier les femmes, de renforcer les moyens de subsistance des communautés et de renforcer le leadership des jeunes figuraient parmi les sujets que bon nombre de nos membres étaient désireux de mettre en avant.

Lorsqu'on leur a demandé comment renforcer la coalition, les membres se sont accordés à dire qu'il fallait multiplier les possibilités de partage des connaissances et de collaboration, et créer de nouveaux espaces d'apprentissage intergénérationnels. Nous avons terminé l'année avec un fort sentiment de pouvoir collectif, prêt à être canalisé vers un plaidoyer coordonné, la recherche et le travail en réseau.

Nous avons également fait un grand pas en avant pour assurer le bon fonctionnement de la coalition et promouvoir la collaboration, la transparence et l'apprentissage. En 2023, nous avons entrepris un projet de cartographie à l'échelle de la coalition, interrogeant plus de 40 membres sur leur travail, leurs priorités et leurs réalisations, et nous avons utilisé ces informations pour créer [une plateforme en ligne unique](#) afin d'aider nos membres, donateurs et alliés à mieux comprendre l'étendue et la diversité de nos efforts pour faire progresser les droits des terres collectives, au territoire, à l'eau douce et aux

« Nous sommes ici pour apprendre les uns des autres, les uns pour les autres et pour notre Terre Mère. Nous ne sommes pas divisés, mais unis. »

*Jenifer Lasimbang, Kadazan de Sabah, Malaisie-Bornéo et représentante de l'Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP)*

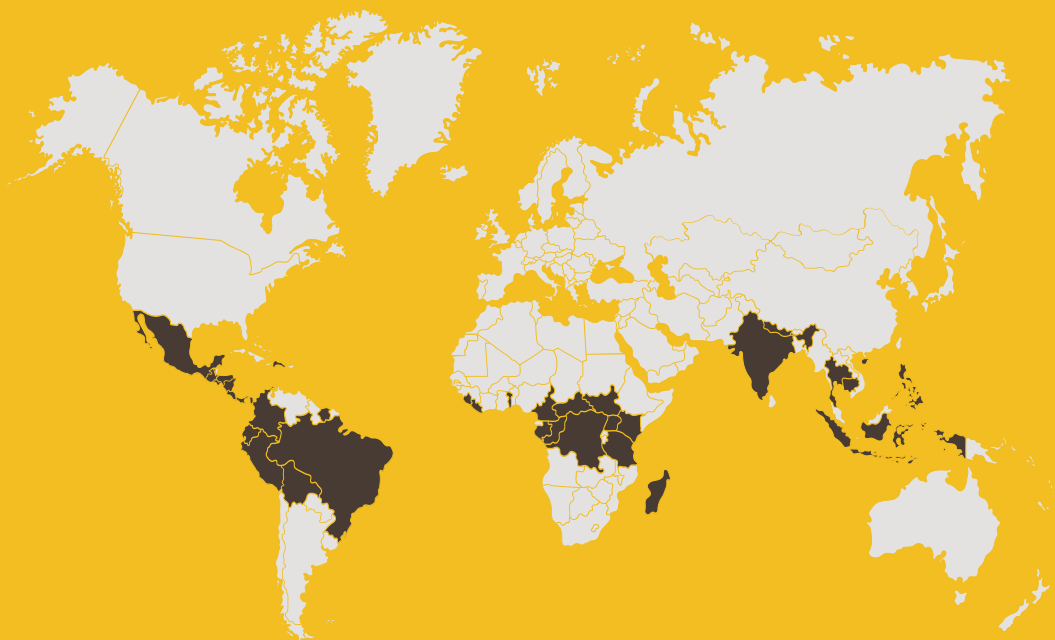
ressources naturelles. Cet outil présente la puissance de notre coalition aux bailleurs de fonds et aux alliés dans les domaines des droits fonciers communautaires, du climat et de la conservation.

Des sommets des Andes péruviennes aux plaines désertiques d'Afrique de l'Est, en passant par les mangroves côtières d'Indonésie, notre coalition travaille d'arrache-pied pour créer les conditions propices à la reconnaissance des droits.

**En continuant à tirer parti de nos diverses forces, nous continuerons à catalyser des changements réels pour l'amélioration de la planète et de ses habitants.**

# Moyens d'actions

## Nos projets dans 33 pays



### Afrique

Cameroun	République démocratique du Congo
Gabon	République du Congo
Kenya	Sierra Leone
Liberia	Soudan du Sud
Madagascar	Tanzanie
Ouganda	Togo
République centrafricaine	

### Amérique latine

Bolivie	Honduras
Brésil	Mexique
Colombie	Nicaragua
Costa Rica	Panama
El Salvador	Pérou
Équateur	République dominicaine
Guatemala	Suriname

### Asie

Cambodge	Népal
Inde	Philippines
Indonésie	Thaïlande



## Les partenariats

<b>33</b> pays*	<b>+150</b> collaborateurs
<b>21</b> partenaires	<b>19</b> bailleurs de fonds

\*Nombre de pays où RRI a travaillé en 2023 ou compte des réseaux alliés.



## Personnel du secrétariat

<b>43</b> personnes dans le monde	<b>12</b> hommes
<b>31</b> femmes	<b>7</b> facilitateurs/ facilitatrices dans les pays en développement



## Connaissances

<b>27</b> publications	<b>23.3k</b> téléchargements
<b>5</b> langues	<b>47.5k</b> lecteurs de blogs

**14** projets ont été approuvés dans le cadre de la Mécanisme de réponse stratégique en 2023, d'une valeur de **\$712 115 USD**



# RÉSULTATS MONDIAUX





# Outils de suivi de la titularisation

En 2023, notre programme de suivi de la tenure a continué à jouer un rôle essentiel dans le suivi des progrès réalisés au niveau mondial dans la reconnaissance des droits de tenure des peuples autochtones, des peuples afro-descendants et des communautés locales. Nous avons été témoins d'avancées et de défis significatifs dans la garantie de ces droits, ainsi que de plusieurs développements internationaux qui offrent des opportunités de les faire progresser.

Par exemple, l'approbation par le Comité mondial de la sécurité alimentaire des directives volontaires sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en octobre 2023 offre des orientations clés sur l'inclusion des femmes et des filles dans les processus de prise de décision sur la sécurité alimentaire ; et le règlement de l'Union européenne sur la déforestation (EUDR) datant de juin 2023 est envisagé comme un mécanisme important pour assurer la conformité des principaux produits de base responsables de la déforestation avec la législation nationale et internationale en matière des droits humains.

Alors que le monde progresse sur l'Agenda mondial 2030, notre rôle dans le suivi mondial de la tenure communautaire est de plus en plus vital. Notre récente acquisition de la [bibliothèque juridique LandWise](#), le lancement d'un [outil de tenure](#) robuste et la publication de nouvelles recherches révolutionnaires élargissent encore notre répertoire de connaissances accessibles au public, fournissant des données précieuses et inédites sur les droits des communautés.

## Voici quelques exemples de nos réalisations en 2023.

**01** Grâce au développement et à la promotion continus de l'outil de tenure et à une série croissante de plateformes de partage des connaissances en ligne, RRI continue à se positionner comme une ressource essentielle pour les données pertinentes au niveau mondial sur les droits à la terre et aux ressources des communautés et des femmes qui les composent. Actuellement, [l'outil de tenure](#) contient l'ensemble de données le plus important et le plus complet sur les droits de tenure forestière détenus légalement par les communautés autochtones, afro-descendantes et locales dans 58 pays, et son expansion en 2024 pour englober les ensembles de données de RRI sur la tenure foncière et la tenure de l'eau douce améliorera encore sa couverture. Depuis septembre 2022, l'outil a été consulté plus de 3,500 fois en anglais, en français et en espagnol.

**02** En septembre 2023, nous avons acquis la [bibliothèque juridique LandWise](#) qui est une base de données juridique essentielle sur les droits fonciers des femmes. Initialement créée par le centre Landesa pour les droits fonciers des femmes afin d'encourager les réformes juridiques et politiques en faveur des femmes, la base de données a ensuite été transférée à l'organisation à but non lucratif Resource Equity. Cette acquisition offre la possibilité d'élargir le rôle de RRI en tant que ressource juridique sur les droits des communautés, en répondant à la demande croissante d'informations accessibles, cruciales pour les activités de défense et de recherche.

# À qui appartiennent les terres du monde ?

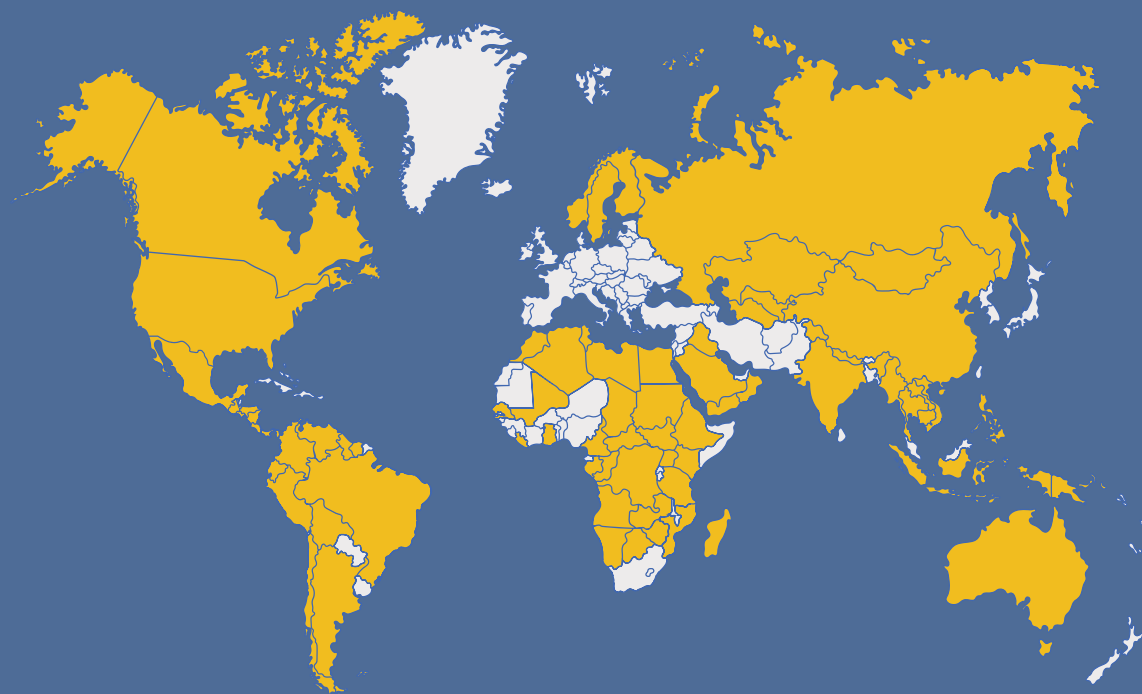


Les peuples autochtones, les peuples afro-descendants et les communautés locales représentent jusqu'à 2,5 milliards d'habitants de la planète et détiennent et utilisent de manière coutumière au moins 50 pour cent de ses terres. Selon la deuxième édition du rapport phare de RRI, [À qui appartiennent les terres du monde ?](#) les communautés ont obtenu la reconnaissance légale de plus de 100 millions d'hectares de terres supplémentaires entre 2015 et 2020, et possèdent désormais plus de 11 pour cent des terres du monde.

Le rapport analyse les cadres juridiques de 73 pays couvrant 85 pour cent de la surface terrestre de la planète et constate qu'au moins 39 gouvernements nationaux ont augmenté la superficie des terres appartenant aux communautés autochtones, afro-descendants et locales entre 2015 et 2020. Il est important de noter que les communautés ont réalisé ces progrès malgré l'aide limitée du gouvernement ou des donateurs, ce qui implique qu'un investissement plus important dans leurs droits pourrait rapidement faire progresser les objectifs mondiaux en matière de climat et de conservation.

---

## Pays couverts par l'étude

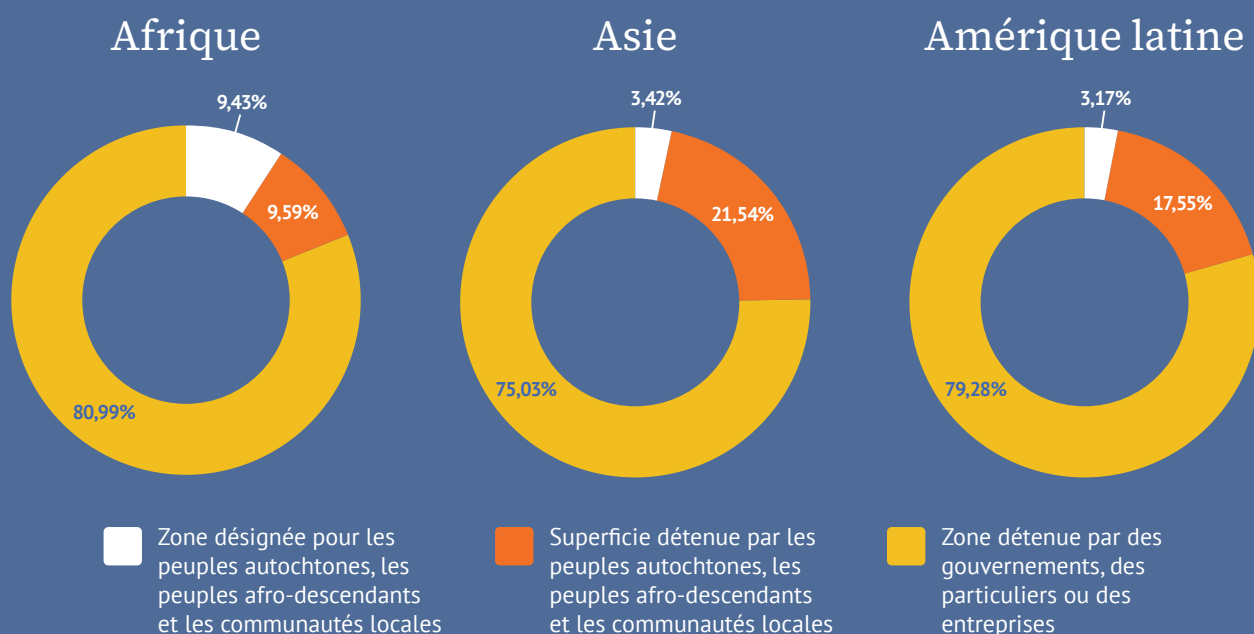




Le plaidoyer et l'engagement soutenus des détenteurs de droits et des groupes de la société civile ont abouti à de nouveaux développements législatifs ainsi qu'à la mise en œuvre de cadres juridiques existants. La mise en œuvre intégrale des lois existantes pourrait permettre d'accroître les terres appartenant aux communautés ou contrôlées par elles d'au moins 260 millions d'hectares supplémentaires dans le monde, soit une superficie deux fois plus grande que celle du Pérou !

Cela devrait inciter les gouvernements, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, les organisations internationales, les philanthropes et les autres parties prenantes à accélérer l'adoption et la mise en œuvre de réformes foncières qui reconnaissent les droits et le rôle essentiel des peuples autochtones, des populations afro-descendantes et des communautés locales dans la gestion des terres sur lesquelles ils vivent depuis des générations.

## Données par région



Entre 2015 et 2020, l'Afrique subsaharienne a connu la plus forte croissance de reconnaissance légale des droits fonciers collectifs de toutes les régions. En Asie, près de 98 pour cent des terres communautaires reconnues se trouvent en Chine, où la propriété collective des terres forestières et un vaste système de contrats de pâturage couvrent près de la moitié de la superficie du pays. Sans la Chine, l'Asie a le plus faible pourcentage de terres communautaires de toutes les régions, avec seulement 0,83 pour cent. L'Amérique latine a connu des menaces considérables de recul au cours de la période 2015–2020, et l'augmentation de la reconnaissance juridique des terres collectives a été, dans de nombreux pays, marginale, voire inexistante.

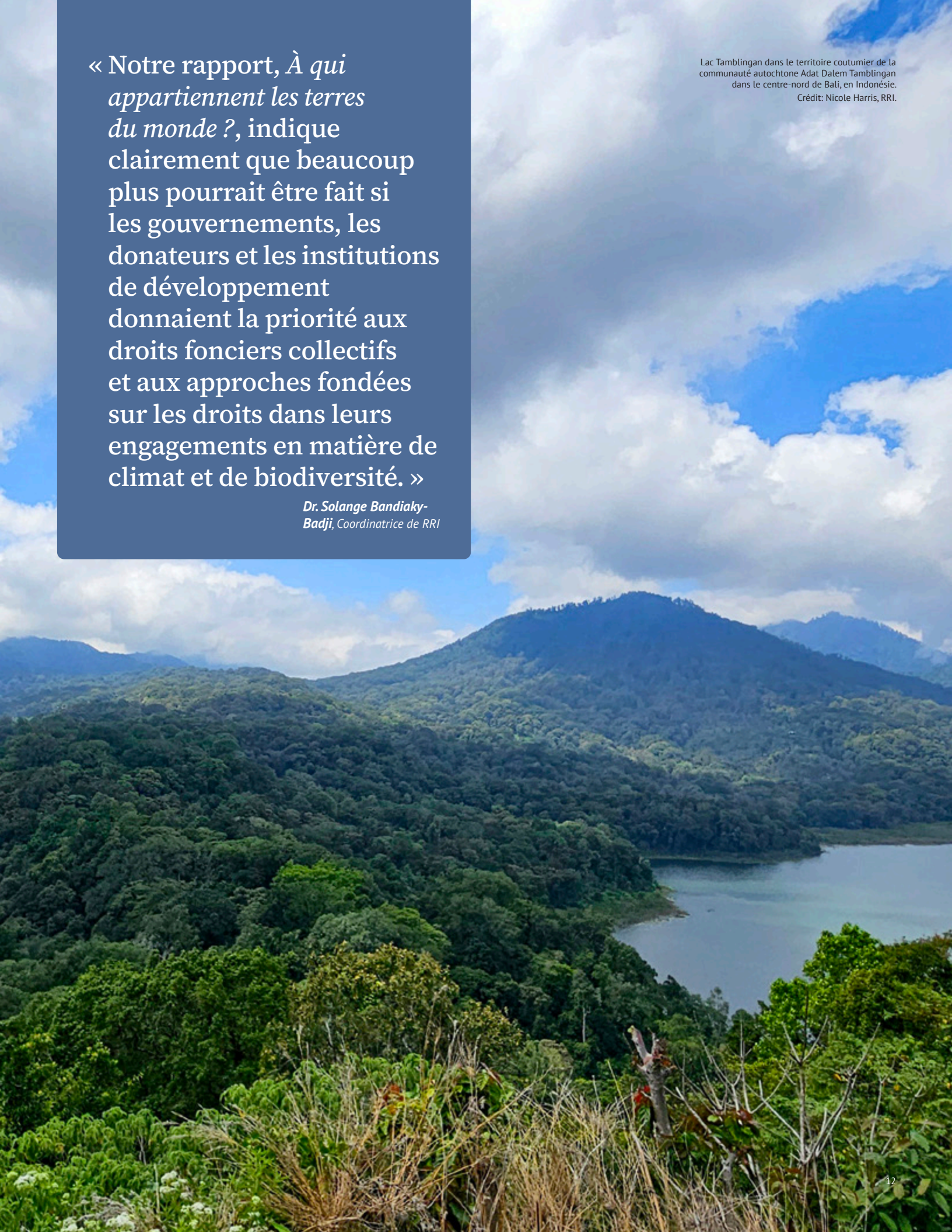
**Lire la deuxième édition de *À qui appartiennent les terres du monde ?* sur notre site web.**

« Notre rapport, *À qui appartiennent les terres du monde ?*, indique clairement que beaucoup plus pourrait être fait si les gouvernements, les donateurs et les institutions de développement donnaient la priorité aux droits fonciers collectifs et aux approches fondées sur les droits dans leurs engagements en matière de climat et de biodiversité. »

*Dr. Solange Bandiaky-Badji, Coordinatrice de RRI*

Lac Tamblingan dans le territoire coutumier de la communauté autochtone Adat Dalem Tamblingan dans le centre-nord de Bali, en Indonésie.

Crédit: Nicole Harris, RRI.





# Tracer un Path to Scale

L'initiative [Path to Scale](#), catalysée par RRI en 2021 et coprésidée par la Tenure Facility, est un réseau informel de donateurs, d'intermédiaires financiers et de groupes de détenteurs de droits qui s'engagent à accroître le financement, la coordination et l'innovation pour les droits à la terre et aux ressources des peuples autochtones, des communautés locales et des peuples afro-descendants – en particulier les femmes et les jeunes au sein de ces groupes – afin d'atteindre les objectifs mondiaux de 2030 en matière de climat et de biodiversité. Les participants travaillent ensemble pour atteindre les deux objectifs suivants :

1. Soutenir la reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones, des communautés locales et des peuples afro-descendants sur au moins 400 millions d'hectares supplémentaires de forêt tropicale d'ici à 2030 ; et
2. Mobiliser 10 milliards de dollars de nouveaux fonds pour faire avancer l'Objectif 1 d'ici 2030.

La réalisation de ces objectifs placerait au moins la moitié des forêts tropicales sous le contrôle des populations locales et augmenterait considérablement leur potentiel de conservation à long terme et d'atténuation du changement climatique.

## Voici quelques points forts de ce que Path to Scale a réalisé en 2023.

**01** Path to Scale a consolidé sa position en tant que principale plateforme de coordination de l'action des donateurs et des intermédiaires en vue d'accroître le financement de l'occupation des terres par les peuples autochtones, les peuples afro-descendants et les communautés locales. Des représentants de plus de 50 organisations (dont la Fondation Ford, la Banque mondiale, Conservation International, le BMZ, Maliasili et des réseaux de détenteurs de droits) ont participé régulièrement au partage d'informations, à l'élaboration d'analyses et à l'élaboration de stratégies en vue d'événements internationaux majeurs.



Mains d'un leader afro-descendant dans le Chocó, un département de la région pacifique de la Colombie.  
Crédit: William Martinez.





Un autochtone est assis sur un arbre abattu dans la forêt amazonienne au Pérou.  
Crédit: The Tenure Facility.

**02** Path to Scale a [organisé un événement](#) en septembre 2023 pendant la semaine des Nations unies sur le climat à New York. Plus de 100 participants en personne et virtuels ont participé à la réunion, y compris des représentant.e.s

« Nous avons un rêve collectif. Nous voulons parler nos propres langues, danser nos danses, porter nos vêtements et nous nourrir de notre terre. Si nous perdons nos territoires, nous perdrons tout cela. »

*Jhontoni Tarihoran (AMAN), ancien président national du Front de la jeunesse autochtone de l'archipel en Indonésie (BPAN)*

des mécanismes de financement dirigés par les détenteurs de droits, la société civile, et des dirigeant.e.s d'importants mouvements de détenteurs de droits autochtones, afro-descendants et communautaires locaux afin d'évaluer les progrès, d'identifier les défis et les opportunités, et d'élaborer ensemble des stratégies sur la façon de traduire le concept « [adaptés aux objectifs](#) » dans la pratique les politiques et les engagements en matière de financement direct. Le Collectif des fondateurs de la tenure forestière (FTFG) a fourni aux participants des mises à jour sur l'historique [promesse de tenure forestière](#) engagée lors de la CoP26. Les participants ont convenu d'élaborer une feuille de route pour l'organisation d'un événement international de haut niveau lors de la CoP30 au Brésil en 2025, afin de garantir que la tenure communautaire reste au cœur des négociations sur le climat et de mobiliser d'autres dirigeants et des financements de la part des gouvernements, de la société civile et du secteur privé.

# Lier les droits à l'action en faveur du climat et de la conservation

En 2023, le programme Droits, climat et conservation est confronté à un paysage dynamique façonné par l'adoption en 2022 du cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, qui souligne la nécessité d'une conservation fondée sur les droits, et par une méfiance croissante quant à la capacité des marchés volontaires du carbone à faire de même. Cependant, alors que les gouvernements et les entreprises se tournent vers des solutions fondées sur la nature et des approches axées sur le marché pour remplir leurs engagements en matière de climat et de biodiversité tout en développant des projets qui aggravent la crise environnementale mondiale, les pressions exercées sur les peuples autochtones, les populations afro-descendantes et les communautés locales ne feront probablement que s'accroître dans un avenir prévisible.

En gardant ces considérations à l'esprit, nous avons accordé une attention particulière à l'identification des obstacles structurels à l'avancement des approches fondées sur les droits et au renforcement de la collaboration et du partage des connaissances afin d'aider la coalition et ses alliés à mieux comprendre les défis et les possibilités qui s'offrent à eux.

## Voici quelques-unes de nos réalisations pour 2023.

**01** Au cours de la semaine des Nations unies sur le climat à New York, nous avons lancé [une nouvelle série de dialogues](#) avec la Fondation Rainforest Norway, la Fondation Rainforest US et le Forest Peoples Programme. Le dialogue inaugural a permis à plus de 70 titulaires de droits et à leurs alliés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de partager leurs expériences et les enseignements tirés des initiatives de financement du climat, qu'elles soient marchandes ou non marchandes. Grâce à un dialogue ouvert, les participants ont identifié un large éventail de défis et de voies susceptibles de mieux répondre à leurs besoins actuels et futurs. À l'avenir, RRI fournira une assistance technique et juridique sur le terrain aux détenteurs de droits afin de renforcer leur capacité à plaider en faveur de l'avenir climatique qu'ils recherchent.

**02** Lors de la Semaine des Nations unies sur le climat, nous avons également animé [un atelier](#) sur l'avancement des droits dans la conservation basée sur les zones, en partenariat avec l'Alliance mondiale des communautés territoriales (GATC), Campagne for Nature et le Consortium ICCA. En mettant en relation les détenteurs de droits et les acteurs mondiaux qui travaillent à la réalisation





Un bateau de pêche se trouve sur le lac Tamblingan, dans le territoire coutumier de la communauté autochtone Adat Dalem Tamblingan, dans le centre-nord de Bali, en Indonésie. Crédit: Nicole Harris, RRI.

des objectifs 30x30, la discussion a favorisé la compréhension commune des approches fondées sur les droits et dirigées par les communautés et

« La science montre que lorsque nos communautés ont des droits et des protections solides sur nos terres ancestrales, nous protégeons les écosystèmes naturels mieux que quiconque. Nos droits doivent être au cœur des efforts mondiaux visant à protéger le climat et la biodiversité de la terre. »

*Gam Shimray, leader autochtone Naga et secrétaire général du partenaire du RRI, Pacte des peuples autochtones d'Asie (AIPP)*

a aidé les participants à identifier des solutions multipartites pour donner vie à ces approches. Les délibérations de l'atelier sont désormais intégrées dans les stratégies de conservation émergentes aux niveaux national et international, et RRI prévoit de nouvelles analyses et réunions en 2024 pour passer de la conceptualisation à la mise en œuvre.

**03** Notre [nouvelle note d'information](#) sur l'action climatique et de conservation fondée sur les droits identifie les contraintes structurelles et propose un cadre d'action pour aider les gouvernements, les institutions de développement, les organisations de conservation et le secteur privé à respecter leurs engagements envers les peuples autochtones, les populations afro-descendantes, les communautés locales, et en particulier les femmes et les jeunes parmi eux. La note, disponible en anglais, analyse un large éventail de défis que les titulaires de droits et leurs alliés doivent surmonter et propose des pistes pour des interventions fondées sur les droits et des meilleures pratiques pour atténuer les risques.



# Promouvoir la justice de genre

L'année 2023 a été une année d'engagement et de plaidoyer international pour les femmes leaders de la coalition RRI. Au cours des trois dernières années, notre programme parité entre hommes et femmes a mobilisé et soutenu plus de 75 groupes et réseaux de femmes autochtones, afro-descendantes et de communautés locales en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Cette année, nous avons fait de grands progrès dans la création d'un espace pour ces femmes dans les espaces de prise de décision, tout en plaidant pour l'incorporation d'une perspective de genre dans le financement climatique mondial existant et émergent dans les forums régionaux et internationaux.

Au début de l'année, nous avons contribué à l'organisation de la première réunion stratégique de l'Alliance des femmes du Sud ([WiGSA](#)), lancée par les membres de notre coalition lors de la CoP27 en 2022. Nous avons également aidé au moins 20 femmes dirigeantes à participer à des événements internationaux majeurs afin de partager [notre Appel à l'action](#) qui demande aux dirigeants et aux donateurs du monde entier d'améliorer l'accès direct au financement pour les organisations féminines locales.

Voici quelques exemples de nos réalisations en matière de justice entre les hommes et les femmes.

**01** En mars 2023, 16 femmes autochtones, afro-descendantes et issues des communautés locales, représentant 14 pays du Sud global, ont bravé les voyages intercontinentaux et les multiples fuseaux horaires pour se retrouver à Panama City à l'occasion de la [première réunion stratégique du WiGSA](#). Lors de cette réunion, nous avons composé collectivement la mission, la vision et les valeurs de l'Alliance ; nous avons identifié des moments



Des femmes leaders des communautés autochtones Ogiek, Maasai, Batwa, Aweer, Benet, Sengwer et Yaaku se réunissent à Mt. Elgon, au Kenya, pour l'Assemblée de l'Afrique de l'Est en 2022.

Crédit: TonyWild Photography.



Des femmes de la communauté Ipeti-Emberá du Panama dansent avec des membres de WiGSA dans la salle principale. Maloka du territoire collectif d'Alto Bayano, au Panama. Crédit: Walter Hurtado.

d'intervention internationale qui pourraient servir de plateforme pour des messages clés ; et nous avons élaboré conjointement une stratégie de plaidoyer en faveur de la justice de genre qui nous servira de feuille de route dans les années à venir.

**02** Les membres de WiGSA ont participé à des événements régionaux et internationaux importants afin de promouvoir l'accès direct au financement climatique pour les femmes et les filles autochtones, afro-descendantes et des communautés locales. Parmi ces événements, citons la semaine méso-américaine du climat à Panama City (Panama), la 7<sup>ème</sup> assemblée du Fonds pour l'environnement mondial à Vancouver (Canada), la conférence Women Deliver à Kigali (Rwanda), le premier forum des femmes autochtones et des communautés locales d'Afrique centrale et du bassin du Congo à Brazzaville (République du Congo), ainsi que plusieurs événements parallèles à la CoP28 à Dubaï.

« Nous devons reconnaître le rôle crucial de leadership que jouent les femmes et les filles dans les efforts de conservation. Nous ne pouvons pas sauver la nature si nous ne mettons pas les femmes autochtones, afro-descendantes et rurales au centre. »

*Cécile Bibiane Ndjebet, fondatrice et présidente du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF)*



# Lier les droits aux moyens de subsistance des communautés

Le programme de RRI sur les droits et les moyens de subsistance permet aux peuples autochtones, aux peuples afro-descendants et aux communautés locales de disposer d'éléments probants, de capacités, de réseaux et d'actions de plaidoyer pour faire progresser leurs stratégies autodéterminées de gestion et de gouvernance des terres et des forêts et pour améliorer leurs moyens de subsistance. Le programme développe les analyses stratégiques pour bâtir des cas économiques, environnementaux et de développement pour la gouvernance des communautés et catalyse le dialogue et la collaboration entre les communautés et des « alliés improbables », tels que le secteur privé et les gouvernements, afin de promouvoir et d'intégrer les investissements fondés sur les droits humains.

Le programme a contribué à créer plusieurs « premières » pour RRI en 2023. En lançant des outils phares pour faire progresser les pratiques fondées sur les droits dans les chaînes d'approvisionnement, en innovant pour influencer les entreprises et les gouvernements dans les paysages d'approvisionnement et en créant les outils nécessaires pour soutenir l'action collective et le plaidoyer « au-delà des droits fonciers », RRI ouvre de nouvelles voies pour les communautés afin de garantir leurs droits fonciers et de profiter pleinement des avantages sociaux et économiques.

Voici quelques points forts de ce que le programme a réalisé en 2023.

**01** [Le Groupe d'Interlaken](#) – un réseau de dirigeants d'entreprises et d'investisseurs progressistes, d'organisations internationales, de groupes de la société civile et de réseaux de détenteurs de droits, créé par RRI – a fêté son 10e anniversaire en 2023 et s'est positionné pour mener la prochaine décennie d'actions du secteur privé en faveur des droits fonciers collectifs et des moyens de subsistance. Les participants [se sont réunis le 15 septembre à New York](#), juste avant la Semaine du climat, pour réfléchir aux réalisations du réseau au cours de la décennie écoulée et évaluer les nouveaux défis et les nouvelles possibilités de continuer à encourager le secteur privé à soutenir les droits fonciers et les moyens de subsistance des communautés. Les dirigeants autochtones, des communautés locales et afro-descendants ont souligné l'urgence de la transparence et du consentement libre, informé et préalable (CLIP) dans le cadre des partenariats entre les communautés et le secteur privé, et ont examiné des solutions. Les participants ont convenu d'organiser une retraite en 2024 pour actualiser la stratégie du Groupe d'Interlaken dans le contexte du nouvel environnement de mobilisation du soutien du secteur privé aux droits de tenure collective et pour aligner les ambitions du réseau sur les objectifs de 2030 en matière de climat et de biodiversité.



Un homme de Talang Mamak prépare des cannes à pêche pour la rivière dans la province de Riau, à Sumatra, en Indonésie. Les plantations de caoutchouc entourent le Talang Mamak depuis des générations, depuis la colonisation hollandaise. Un grand nombre de ces plantations d'hévéas ont été converties en plantations d'huile de palme dans les années 1980 et, depuis lors, plus de 5,000 hectares de forêt ont été défrichés et convertis en plantations d'huile de palme par de grandes entreprises. Les Talang Mamak dépendent de la forêt pour leur subsistance, leur alimentation, leurs pratiques culturelles et leurs rituels.

Crédit: Jacob Maentz.

**02** Le Groupe d'Interlaken a lancé les [Principes de suivi communautaire](#), une ressource destinée à aider les entreprises et les investisseurs à établir des partenariats productifs avec les communautés afin de garantir la propriété foncière collective, de contribuer aux moyens de subsistance des populations rurales et d'améliorer le respect par le secteur privé des normes et des engagements environnementaux et sociaux. Cette ressource a été préparée par un groupe multipartite composé de dirigeants d'organisations telles que Unilever, Proforest, Oxfam, AsM Law Offices et Indigenous Livelihoods Enhancement Partners (ILEPA). Le document était accompagné d'une [page de ressources sur le suivi communautaire](#) (en anglais) pour les praticiens. Des entreprises comme Nestlé se sont engagées à intégrer les principes de suivi communautaire dans leur [Plan d'action pour les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales](#) et leurs stratégies zéro émissions nettes.

« Si les entreprises et les investisseurs veulent contribuer de manière significative et durable aux objectifs de développement mondial et respecter leurs propres engagements et obligations en matière de durabilité et de droits humains, ils doivent établir en priorité des partenariats respectueux, directs et équilibrés avec les peuples autochtones et les communautés locales impactées par leurs projets. »

*Stanley Kimaren Ole Riamit, chef  
Maasai et président du Indigenous  
Livelihoods Enhancement Partners (ILEPA)*



**03** Nous avons aidé les membres de la coalition à tirer parti de la surveillance des communautés pour engager et influencer les entreprises en Indonésie et au Liberia. À Sumatra, en Indonésie, nous avons soutenu l'expansion du suivi communautaire et du renforcement des capacités dans les principaux sites d'approvisionnement en huile de palme, où il est désormais bien placé pour être intégré dans les engagements positifs de plusieurs entreprises en matière de forêts et de nature. Au Libéria, nous avons mobilisé les organisations de la société civile pour qu'elles utilisent la surveillance communautaire afin de [documenter la conformité des entreprises](#)

[d'huile de palme](#) avec les exigences du gouvernement en matière de moyens de subsistance locaux et de sécurité alimentaire dans les accords de concession. Le projet a incité le gouvernement à envisager d'intégrer le suivi communautaire dans sa politique nationale d'investissement.

**04** La coalition a adopté une nouvelle [vision collective](#) pour le réseau afin de soutenir les aspirations économiques et de développement autodéterminées des peuples autochtones, des peuples afro-descendants et des communautés

locales, y compris les femmes et les jeunes, pour qu'ils puissent exercer pleinement leurs droits coutumiers à la terre et aux ressources. La vision affirme que le fait de donner à ces groupes les moyens de répondre à leurs besoins et priorités en matière de moyens de subsistance est essentiel à la réalisation des droits fonciers collectifs, à la mise en place d'institutions de gouvernance communautaires, à la sécurité alimentaire et à la poursuite des objectifs mondiaux en matière de climat, de biodiversité et de développement durable.



Ari Ariyanto, cultivateur de café à Tebat Pulau, Sumatra, Indonésie. Tebat Pulau est situé au milieu de deux zones protégées où la communauté locale vit depuis des générations. Crédit: Jacob Maentz.

# Coalitions et réseaux stratégiques

Le programme de coalition et de réseaux stratégiques de RRI renforce le pouvoir de la coalition pour amplifier les voix des populations locales et assurer son bon fonctionnement en maintenant les partenaires, les collaborateurs, les associé.e.s et les membres du cConseil de direction engagés dans notre plaidoyer et nos processus en cours. Surtout, nous soutenons la participation des membres de la coalition aux forums mondiaux, en veillant à ce que les peuples autochtones, les peuples afro-descendants et les communautés locales – en particulier les femmes et les jeunes qui les composent – collaborent de manière stratégique dans toutes les régions du monde. Le programme facilite la communication, l'apprentissage collectif et le partage d'informations afin de garantir la création de liens solides entre les membres de la coalition.


En 2023, nous avons organisé deux événements en personne, le premier aux États-Unis en janvier pour notre réunion annuelle sur la gouvernance, et le deuxième en République démocratique du Congo en octobre pour notre réunion sur la stratégie mondiale. Plus de 40 personnes de 21 pays ont participé à ces réunions, démontrant ainsi la portée mondiale de la coalition. Nous avons également interrogé plus de 40 partenaires et collaborateurs sur leur travail, leurs priorités et leurs réalisations afin de développer un projet unique de cartographie de la coalition, et nous avons revitalisé MegaFlorestais, le réseau des dirigeants des agences forestières publiques de RRI.

## Voici quelques-unes de nos principales réalisations en 2023.

**01** L'année 2023 a marqué [la première réunion en personne](#) du réseau MegaFlorestais depuis le début de la pandémie de la COVID-19. La réunion a rassemblé les principaux dirigeants des agences forestières de huit pays des cinq continents à Lake Tahoe, en Californie, aux États-Unis. Cette réunion a permis de revitaliser le réseau et de renforcer nos relations avec ces dirigeants du monde entier. À la suite de cet événement, l'équipe de planification de MegaFlorestais s'est vu décerner le Prix d'honneur 2023 du Chef du service forestier des États-Unis, qui récompense un leadership exceptionnel dans le secteur forestier aux États-Unis.

**02** En 2023, nous avons commencé à travailler sur un outil complet de cartographie de la coalition. Cette [plateforme en ligne unique](#) aide les membres de la coalition, les bailleurs de fonds et les alliés à mieux comprendre notre vaste réseau et documente la manière dont chaque membre contribue à la mission collective de faire progresser les droits des peuples autochtones, des peuples afro-descendants et des communautés locales à la terre, au territoire, à l'eau douce et aux ressources. L'outil, lancé en 2024, présente le pouvoir et l'impact de la coalition aux donateurs et aux alliés dans les espaces internationaux des droits fonciers, du climat et de la conservation.





« Nous vivons en harmonie avec la nature et la biodiversité depuis des temps immémoriaux, en tant que musée vivant ouvert qui doit être protégé pour nos prochaines générations. »

*Nima Lama, présidente de la municipalité rurale de Tsum Nubri, Népal*



# RÉSULTATS RÉGIONNAUX





# Mécanisme de réponse stratégique



Le mécanisme de réponse stratégique (MRS) est un mécanisme financier conçu par RRI pour permettre des réponses rapides et flexibles aux opportunités et menaces imprévues auxquelles sont confrontées les communautés dans nos régions cibles. Elle permet aux organisations dans le pays de modifier efficacement le paysage politique dans leurs circonscriptions, d'influencer la législation importante sur les droits à la terre et aux ressources, ainsi que de renforcer et de protéger les communautés locales contre les crises et la criminalisation.

- Au Népal, le MRS a soutenu le plaidoyer en faveur de l'adoption de la [loi sur la préservation de la tradition Shagya](#) dans la municipalité rurale de Tsum Nubri du district de Gorkha, qui reconnaît et préserve officiellement la tradition de non-violence Shagya de la communauté autochtone Tumba. L'adoption de la loi est le fruit d'un travail de plaidoyer soutenu de la part des communautés, avec l'appui du Centre de recherche et de développement des peuples autochtones (CIPRED). Après l'adoption de la loi, le Premier ministre népalais Pushpa Kamal Dahal a assisté au festival du centenaire de la communauté pour commémorer le principe de Shagya et a exprimé son engagement à soutenir la culture Shagya.
- Dans le cadre d'[une grande victoire](#) pour les peuples autochtones maya Q'eqchi' du Guatemala, la Cour interaméricaine des droits humains a statué en faveur de l'action en justice de la communauté, reconnaissant que la délivrance par le Guatemala de permis d'exploitation minière avait violé les droits fonciers collectifs. Le Centre de ressources juridiques indiennes, qui a mené la bataille juridique de la communauté, a été soutenu par la MRS. La décision du tribunal, annoncée le 15 décembre, a donné au gouvernement six mois pour attribuer un titre foncier à la communauté.
- Au Cameroun, le MRS a soutenu la création d'une zone de conservation autochtone et communautaire (ICCA) composée de 150 hectares de forêts sacrées et de 110 hectares de terres collectives dans cinq districts, au bénéfice de plus de 60 000 personnes. La Fondation Internationale pour le Développement, l'Education, l'Entreprenariat et la Protection de l'Environnement (FIDEPE) a élaboré cinq plans de gestion environnementale et sociale pour des activités de conservation de la biodiversité, a réalisé une cartographie participative et a organisé des formations de renforcement des capacités pour les communautés sur les principales législations internationales en matière de biodiversité. Aujourd'hui, le FIDEPE travaille avec Rainforest Alliance pour reconnaître les ICCA dans trois districts supplémentaires dans l'ouest du pays, ce qui contribuera à atteindre l'objectif 3 du cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal.



Vue des terres de la communauté Tsum Nubri dans le district de Gorkha, au Népal.  
Crédit: Center for Indigenous Peoples' Research and Development (CIPRED).

# Asie

Les mouvements sociaux dynamiques menés par les peuples autochtones et les communautés locales, ainsi que leurs alliés de la société civile, sont les principaux moteurs de la reconnaissance et des réformes de la propriété foncière en Asie. Leurs luttes ont attiré de plus en plus l'attention sur les droits des communautés autochtones et locales en tant que priorité en matière de développement, de climat et de conservation, tant au niveau mondial que local. Cependant, bien que l'Asie abrite 70 pour cent de la population autochtone mondiale, elle affiche toujours le pourcentage le plus faible de propriété foncière collective par rapport à l'Amérique latine et à l'Afrique subsaharienne, si l'on exclut la Chine des résultats.

En 2023, notre coalition asiatique a poursuivi des réformes juridiques dans les secteurs des droits fonciers, de la biodiversité et de la conservation en combinant la recherche, le plaidoyer juridique et les programmes sur le terrain. Les jeunes des communautés autochtones et locales, qui occupent une position unique en première ligne dans les luttes pour la justice climatique et les droits fonciers, ont également occupé le devant de la scène cette année. Nous avons soutenu les jeunes des communautés autochtones et locales en organisant une célébration virtuelle de la Journée internationale de la jeunesse et avons publié un nouveau rapport collaboratif présentant le leadership des jeunes en Asie.

**Voici quelques-unes de nos réalisations pour 2023.**



**01** Nous avons uni nos forces à celles des jeunes des communautés autochtones et locales, des décideurs politiques, des donateurs, des dirigeants communautaires et des experts en environnement à l'occasion de la [Journée internationale de la jeunesse](#) afin d'amplifier les voix et les points de vue des jeunes. Nous nous sommes associés à six organisations de jeunes pour coorganiser un webinaire sur l'autonomisation des jeunes autochtones et des communautés locales pour un monde durable. Le webinaire, auquel ont participé plus de 500 personnes, a montré à l'échelle mondiale comment les jeunes d'Asie jouent un rôle crucial dans la protection et la défense des terres, des territoires, des eaux et des ressources naturelles de la région.

**02** Corédigé par 16 organisations regroupant des groupes de jeunes, des réseaux autochtones et des organisations d'alliés, nous avons publié [un rapport phare](#) sur le leadership des jeunes en Asie. Le rapport montre comment, en créant un lien intergénérationnel fort avec leurs communautés, leurs cultures et leurs contextes écologiques, les jeunes deviennent des défenseurs motivés de

leurs droits collectifs. Cette publication, disponible en anglais et en indonésien (des traductions en hindi et népalais sont prévue en 2024) et conçue par un jeune autochtone indien, contribuera à mobiliser davantage les jeunes des communautés autochtones et locales d'Asie et d'ailleurs.

**03** En Indonésie, nous avons contribué à la troisième conférence nationale sur la titularisation en coordination avec des organisations nationales et internationales. L'événement a rassemblé 700 participants issus de groupes de détenteurs de droits et d'autres acteurs engagés dans la réforme de la tenure et a abouti à un consensus national sur la manière de faire avancer les engagements avec les gouvernements. Il a contribué à donner de l'élan au mouvement de titularisation de l'Indonésie lors des élections de 2024 qui viennent de s'achever. Sous la houlette de la Coalition pour la justice foncière, la conférence a réuni des représentants de mouvements de justice sociale, d'organisations de défense des droits et de la société civile, ainsi que des médias, dont beaucoup intègrent désormais la réforme foncière dans des programmes plus larges de justice sociale dans toute l'Indonésie.

« Nous n'appelons pas ce que nous faisons de la conservation. C'est notre habitude quotidienne et c'est qui nous sommes. »

*Putu Willy Suputra, jeune guide de randonnée et membre de la communauté autochtone Adat Dalem Tamblingan à Bali, en Indonésie*

**04** Nous nous sommes associés au groupe de travail pour les ICCA en Indonésie (WGII) afin de poursuivre les réformes juridiques dans le secteur de la biodiversité et de la conservation en Indonésie. Le réseau WGII a soumis des [recommandations](#) à l'attention du Parlement national dans le cadre du processus d'amendement de l'actuel projet de loi sur la conservation. La proposition de loi modifiée reconnaît et renforce le rôle important que jouent les communautés autochtones et locales dans la conservation. Nous avons également soutenu la participation du WGII à la collaboration entre le gouvernement et la société civile en vue d'élaborer le premier projet officiel de stratégie et de plan d'action nationaux en matière de biodiversité, qui décrit la manière dont le gouvernement indonésien mettra en œuvre des politiques de conservation fondées sur les droits à l'avenir.



Ketut Ayu est à la tête du groupe des femmes agricultrices et membre de la communauté autochtone Adat Dalem Tamblingan, dans le centre-nord de Bali, en Indonésie. Le groupe plante, cultive, récolte, conditionne et vend plus de 700 kg de café par mois dans les magasins de Bali.  
Crédit: Santhi Wijaya.





Famille de la collectivité du ranch Maji Moto, communauté Maasai, Kenya. Photo prise lors du tournage du documentaire 2023 de RRI, *Notre vie, notre terre*, en collaboration avec le Consortium Vidéo et la Fondation Skoll.  
Crédit: Anthony Ochieng Onyango.

# Afrique

La croissance rapide de la demande en ressources naturelles et de développement place une pression sans précédent sur les terres d'Afrique et sur les peuples autochtones et les communautés locales qui en dépendent. Malgré cela, l'Afrique a connu la plus forte croissance de reconnaissance légale des droits fonciers communautaires de toutes les régions entre 2015 et 2020, selon la dernière édition de *À qui appartiennent les terres du monde ?* La superficie totale détenue par les peuples autochtones et les communautés locales a augmenté de 12 pour cent au cours de cette période, et les réformes foncières en cours dans plusieurs pays offrent des possibilités sans précédent de garantir davantage de droits.

Toutefois, l'essor du marché du carbone redéfinit l'agenda climatique des gouvernements africains, certains d'entre eux élaborant une nouvelle législation axée sur le carbone et signant des accords sur le carbone qui constituent une menace potentiellement importante pour les progrès réalisés en matière de droits fonciers. En réponse, notre travail en Afrique continue de se concentrer sur la mobilisation de la société civile et des mouvements autochtones pour aider les détenteurs de droits à s'engager stratégiquement avec leurs gouvernements ainsi qu'avec le secteur privé, en utilisant un plaidoyer basé sur des preuves pour des réformes législatives progressives, et en promouvant les zones conservées par les communautés comme une stratégie pour réduire les émissions et atteindre les objectifs du 30x30.

**Voici quelques-unes de nos réalisations.**

**01** En mai 2023, RRI s'associe au Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (REPALEAC), à la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) et à l'Alliance globale des collectivités territoriales (GATC) pour organiser le premier Forum des femmes autochtones et des communautés locales d'Afrique centrale et du bassin du Congo. Nous avons réuni des femmes autochtones et des dirigeantes de communautés locales d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Nord et du Sud avec des donateurs internationaux, des ministres africains et des acteurs politiques à Brazzaville, en République du Congo, afin de renforcer leur mouvement de solidarité mondiale en faveur d'initiatives dirigées par des femmes pour faire face à la double crise du climat et de la biodiversité. L'événement a débouché sur [une feuille de route](#) et [une déclaration](#) qui ont jeté les bases d'un nouveau mécanisme de financement potentiel dirigé par les autochtones et destiné à canaliser l'aide directement vers les femmes et les filles du bassin du Congo.

**02** Nous avons coorganisé le tout premier [Congrès sur la conservation menée par les](#)

[communautés en Afrique](#) à Windhoek, en Namibie, avec l'Alliance des peuples autochtones et des communautés locales pour la conservation en Afrique (AICA), qui vient d'être créée. Le congrès a créé un espace permettant aux dirigeants des communautés autochtones et locales d'engager un dialogue constructif avec les gouvernements, les bailleurs de fonds et les ONG afin de donner la priorité à des approches de la conservation fondées sur les droits humains. Nous avons rassemblé plus de 300 participants de 47 pays et contribué à définir les conditions d'une prochaine étude sur la conservation menée par les communautés en Afrique, qui devrait être publiée par RRI en 2024.

**03** Avec le soutien de la Fondation Skoll et le projet « Solutions Storytelling » du Video Consortium, nous avons contribué à la production d'un documentaire présentant la lutte pour les droits fonciers menée depuis des décennies par la communauté Maasai dans le ranch du groupe Maji Moto au Kenya. En collaboration avec Indigenous Livelihoods Enhancement Partners (ILEPA), [Notre terre, notre vie](#) montre comment la communauté reprend ses terres aux mains d'intérêts puissants et incite d'autres communautés à faire de même.

« Ce sera une grande et joyeuse réalisation d'avoir mon titre. J'aurai le droit de tout y faire en tant que propriétaire. Ma terre est ma bouée de sauvetage. »

*Noormeshuki Lekisaika, femme  
Massai et membre de la collectivité  
du Ranch Maji Moto, Narok, Kenya*



**04** Pour capitaliser sur les engagements pris et les leçons apprises lors des précédentes réunions au Ghana (2017), à Madagascar (2019) et au Togo (2021), nous avons coorganisé la quatrième conférence du Réseau des institutions foncières africaines pour les droits communautaires (ALIN) à Arusha, en Tanzanie, en partenariat avec le gouvernement tanzanien et le Groupe tanzanien de conservation de la forêt. ALIN est une communauté de pratique qui permet aux institutions foncières nationales et aux ministères africains de [partager leurs expériences](#) et leurs progrès dans l'avancement des droits fonciers communautaires. Les participants à la conférence ont appelé les gouvernements à accroître le soutien financier et technique à leurs institutions foncières afin de



Une femme autochtone de la République démocratique du Congo pose devant l'appareil photo avec une hache.  
Crédit: REPALEAC.

les aider à mettre en œuvre des réformes politiques foncières plus progressives et à garantir les droits fonciers des communautés. [En savoir plus.](#)

« Il est nécessaire de réformer la politique foncière et d'aider les communautés à déterminer l'utilisation des terres, car la population foncière augmente parallèlement à la demande d'agriculture. La conservation doit être une vision à long terme. »

*Charles Mecshack, Groupe de conservation des forêts de Tanzanie au quatrième conférence du Réseau des institutions foncières africaines pour les droits communautaires (ALIN) à Arusha, en Tanzanie*

**05** Depuis plus de 10 ans, le Sud-Soudan élabore une politique foncière nationale (PFN) afin de garantir la mise en œuvre de la loi foncière de 2009. Pour tirer parti d'une fenêtre d'opportunité critique en 2023, lorsqu'un projet de politique devait être envoyé au parlement, l'Alliance foncière du Sud-Soudan (SSuLA), avec un financement du MRS de RRI, a lancé une campagne de sensibilisation pour s'assurer que les dispositions progressistes du projet de politique soient comprises et fassent l'objet d'un consensus. Ils ont établi des relations solides avec plus de 250 administrateurs fonciers de la Commission foncière du Sud-Soudan, qu'ils ont formés, et ont mené trois campagnes médiatiques qui ont touché plus de 17 millions de personnes. Aujourd'hui, le PFN est soumis à l'examen du cabinet du pays.





« En tant que peuples autochtones, nous vivons toujours en harmonie avec la nature : animaux, plantes et personnes. Maintenant, nous nous rassemblons en tant que femmes et gardiennes de la terre nourricière pour construire notre propre route. »

*Aissatou Oumarou, leader Mbororo du Tchad et vice-coordinatrice du Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (REPALEAC)*





Une femme de la communauté fait cuire des aliments sur un foyer à l'extérieur d'une maison au Honduras.  
Crédit: Joel Redman pour *If Not Us Then Who?*

# Amérique latine

L'Amérique latine continue de faire état d'un niveau plus élevé de reconnaissance du régime foncier collectif que l'Afrique ou l'Asie du Sud et du Sud-Est. Toutefois, le rythme des progrès s'est considérablement ralenti depuis 2015. Selon le rapport 2023 de RRI, [À qui appartiennent les terres du monde ?](#) moins de 1 pour cent des terres de 16 pays d'Amérique latine ont été reconnues comme appartenant aux peuples autochtones, aux peuples afro-descendants et aux communautés locales de la région ou leur étant destinées entre 2015 et 2020.

En 2023, nous avons collecté des données régionales pour soutenir et ancrer le plaidoyer de ces communautés en faveur de leurs droits à la terre et aux ressources. Nous avons également publié une nouvelle analyse sur les territoires des peuples afro-descendants dans les points chauds de la biodiversité en Amérique latine et dans les Caraïbes, en utilisant les résultats du tout premier [outil SIG en libre accès](#) pour surveiller les territoires des populations afro-descendants. Nous avons également catalysé des victoires juridiques majeures pour des communautés autochtones en Bolivie et pour le peuple maya Q'egchi d'Agua Caliente au Guatemala.

**Voici quelques exemples de nos réalisations.**

**01** En février 2023, nous avons publié [une nouvelle analyse](#) (disponible en anglais, espagnol et portugais) démontrant la présence territoriale des communautés afro-descendantes dans 16 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le rapport est le fruit d'un effort collectif de RRI, du Processus des communautés noires (PCN), de l'Observatoire des territoires ethniques et paysans (OTEC) de l'Université pontificale de Javeriana, de la Coordination nationale d'articulation des communautés rurales noires de Quilombola (CONAQ) et d'une coalition de 21 organisations de défense des droits des afro-descendants. L'étude a identifié 205 millions d'hectares de terres gérées par les communautés, dont seulement 5 pour cent sont légalement reconnues. La carte, disponible en ligne dans un [outil cartographique à accès libre](#) montre également le chevauchement des territoires coutumiers des peuples afro-descendants avec les

Des filles autochtones vont à l'école près de Cuzco, au Pérou.  
Crédit: Omaira Bolaños, RRI.



zones officiellement protégées et les points chauds biologiques, soulignant ainsi le rôle essentiel que jouent ces groupes dans les efforts de conservation à l'échelle mondiale.

**02** En Bolivie, nos collaborateurs ont obtenu le titre de propriété de 181,130 hectares de terres du territoire autochtone multiethnique pour les peuples autochtones Mojeño Trinitario, Mojeño Ignaciano, Movima, Yuracaré et Tsimane. Cette réalisation a été rendue possible grâce aux efforts de nos collaborateurs, la Confédération nationale des femmes autochtones de Bolivie et le Centre d'études juridiques et de recherche sociale (CEJIS).

« Nous avons bon espoir que la paix devienne une réalité dans nos territoires et que les gens puissent venir profiter sans crainte de ce que ces terres recèlent. »

*Luz Deifa Carabalí, membre du conseil communautaire de La Alsacia, Colombie*



**03** Lors de la CoP28 à Dubaï, RRI a soutenu la coalition des peuples afro-descendants en présentant [les premières conclusions](#) de son analyse juridique sur les droits fonciers des peuples afro-descendants dans 11 pays de la région. L'analyse révèle des disparités importantes dans l'avancement des droits fonciers des peuples afro-descendants, seuls cinq pays – la Colombie, le Honduras, le Brésil, l'Équateur et le Mexique – disposant de cadres juridiques qui reconnaissent les droits collectifs de ces communautés.

**04** Nous avons également joué un rôle essentiel en réunissant des jeunes leaders autochtones, afro-descendants et des communautés locales de 10 pays lors d'un rassemblement historique à Bogota, en Colombie, qui a débouché sur la formulation d'un [Manifeste de la jeunesse](#). Le manifeste représente le désir et l'engagement des jeunes leaders à renforcer leurs compétences et leurs connaissances en matière de leadership pour devenir des agents de changement dans la défense de leurs territoires ancestraux et de la planète.

**05** La fin de l'année 2023 a également été marquée par une étape historique pour le peuple Naso du Panama, avec la validation de sa charte organique. La charte décrit les pratiques de gouvernance et de gestion territoriales des Naso Tjër Di Comarca, ce qui en fait le premier territoire autochtone du Panama à être officiellement reconnu, même s'il chevauche des zones protégées. Le collaborateur de RRI, l'Association ANAI, a contribué à rendre cette réalisation possible.

« Nous, leaders de jeunes des peuples autochtones, des peuples afro-descendants et des communautés locales, sommes le pont entre les connaissances ancestrales et la technologie et nous avons créé ensemble un manifeste pour élever notre voix afin que chacun de nous puisse être entendu. »

*Yaily Nadir Castillo,  
Alliance mésoaméricaine des  
peuples et des forêts (AMPB)*

# INVESTIR DANS LE RÉGIME FONCIER COLLECTIF





# L'Initiative de financement des droits fonciers communautaires et de la conservation (CLARIFI)

Les projets actuels qui promeuvent les droits aux ressources naturelles et la gouvernance des peuples autochtones, des communautés locales et des peuples afro-descendants reçoivent moins de 1 pour cent du financement mondial de la lutte contre le changement climatique. CLARIFI est un mécanisme de financement qui vise à combler cette lacune en fournissant un financement direct aux organisations de détenteurs de droits afin de renforcer les droits des communautés, leurs moyens de subsistance et les activités liées au climat et à la conservation.

En 2023, nous avons réalisé d'importantes avancées en augmentant le nombre de projets CLARIFI ainsi que le montant des financements qui parviennent aux communautés sur le terrain. Nous avons également lancé un nouveau site web qui constitue désormais un outil de communication essentiel pour documenter et partager notre impact.

## Voici quelques-unes de nos réalisations en 2023.

**01** En 2023, CLARIFI a mobilisé des fonds supplémentaires auprès du Home Planet Fund et du BMZ (le premier organisme bilatéral à soutenir CLARIFI). Cinquante-deux projets actifs dans 21 pays ont été mis en œuvre, avec une subvention moyenne de \$136 000 USD. D'autres projets sont en cours de développement et une réserve de projets est en cours d'élaboration.

**02** Nous nous sommes associés au Fonds territorial mésoaméricain (FTM) et à l'Alliance des peuples autochtones de l'archipel indonésien (AMAN) pour mettre en œuvre deux projets au niveau national et régional. En Indonésie, le projet d'AMAN renforcera les capacités de 131 administrateurs territoriaux et de plus de 5,400 cadres des communautés autochtones du pays en matière de gestion organisationnelle et financière. En Amérique latine, le projet FTM renforcera au moins 15 organisations de détenteurs de droits dans six pays.



Dans la communauté de Pucara à Junín, au Pérou, une femme autochtone Quechua cultive des légumes.  
Crédit: CAO/CIAP.

**03** Nous avons [renforcé le leadership et la gouvernance de CLARIFI](#) en nommant Deborah Sanchez, une dirigeante autochtone de la

« CLARIFI répond à un besoin ressenti depuis longtemps par les organisations autochtones et communautaires, qui souhaitent disposer d'un instrument leur permettant de mobiliser directement des fonds pour des activités qui ne sont pas encore soutenues de manière adéquate par les bailleurs de fonds. »

*Pasang Dolma Sherpa, directrice exécutive du Center for Indigenous Peoples' Research and Development (CIPRED) du Népal et membre du comité directeur de CLARIFI*

communauté Miskitu au Honduras, au poste de directrice pour travailler en coordination avec un comité de pilotage dirigé par des autochtones et des communautés locales. Forte d'une expérience de travail à divers titres avec les peuples autochtones et les communautés locales sur les titres fonciers et la gouvernance, la certification forestière, le changement climatique et les projets de développement économique, Deborah apporte un monde de connaissances à son rôle et est prête à mener CLARIFI dans sa prochaine phase de pilotage en 2024 et au-delà.

**04** Nous avons lancé [notre nouveau site web](#) pour présenter les réussites de la communauté, les articles d'actualité, les réalisations et les principales étapes des projets. Le site web offre aux partenaires de CLARIFI, aux organisations alliées et aux bailleurs de fonds un espace pour lire et regarder des récits de témoins directs provenant du terrain et montrant comment notre financement fait la différence sur le terrain.



# MÉTRIQUES



# Communication et plaidoyer

**16** Événements

**19** Vidéos  
60.3k spectateurs au total | 3 langues

**400k** Impressions sur les médias sociaux

**20** Bulletins d'information

**17** Communiqués de presse  
4 langues

**27** Publications  
23.3k téléchargements totaux | 5 langues

**28** Articles de blog  
47.5k visiteurs au total | 3 langues

**2** Articles d'opinion



# Médias sociaux et web



Nombre d'abonnés sur YouTube

**364**

60.3k spectateurs au total  
2,932,85 heures regardées  
▲ 303%\*



Suiveurs Instagram

**1.7k**

450 portée mensuelle moyenne  
▼ 9%



Suiveurs Twitter

**12.7k**

14k portée mensuelle moyenne  
▼ 35%



Suiveurs LinkedIn

**11.8k**

15.5k portée mensuelle moyenne  
▲ 41%



Suiveurs Facebook

**11.1k**

2k portée moyenne mensuelle  
▼ 33%



Pages consultées sur le site web

**185 768**

▲ 1.5%



Bulletins d'information

**80.5k**

7 974 clics  
▼ 13%



Citations

**74**

académique

**127**

dans les médias



\*Comprend 51 945 vues de la vidéo *Notre terre, notre vie* du ranch du groupe Maji Moto dans le cadre du projet #SolutionsInsideOut avec le Video Consortium et la Fondation Skoll.

# Contenu à plus grande portée

## Publications: Les plus lues

**23,300**  
Total des téléchargements

### Publications les plus téléchargées

#### Nombre de téléchargements

À qui appartiennent les terres du monde ? Deuxième édition	2 345
Qui possède les terres en Afrique ?	1 198
Droits collectifs violés : Systématisation et analyse des cas de violation des droits collectifs des peuples autochtones, des peuples afro-descendants et des communautés locales d'Amérique latine liés à des projets d'extraction et d'infrastructure au cours de la période 2017-2019	1 144
La conservation basée sur les droits : La voie de la préservation de la diversité biologique et culturelle de la Terre ?	747
Donner un sens aux financements : Une étude pour informer le soutien des bailleurs de fonds aux droits des communautés autochtones et locales, au climat et à la conservation	692

## Blogs et communiqués de presse : Les plus lus

**47,490**  
Vues totales

### Blogs et communiqués de presse les plus lus

#### Nombre de lecteurs

Gouvernance Gouverner Gouvernement	3 601
Selon une nouvelle étude, 44 % des terres émergées de la planète, habitées par 1,8 milliard de personnes, doivent être conservées pour préserver la biodiversité	992
Les peuples autochtones et les communautés locales officialisent une alliance panafricaine pour la conservation communautaire	803
Les femmes autochtones et locales d'Afrique centrale et du bassin du Congo demandent un accès direct au financement pour soutenir leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs du 30x30	630
Conservation guidée par les autochtones : Pourquoi est-elle essentielle pour atteindre les objectifs climatiques du Canada ?	564

## Événements et initiatives : Les plus populaires

**38,634**  
Nombre total de visites

### Contenu le plus consulté de cette section

#### Nombre de lecteurs

[Actualité] Suivi de la tenure et nouvel outil de RRI pour la tenure	3 514
[Actualité] À qui appartiennent les terres du monde ? Deuxième édition	3 121
[Actualité] Initiative de financement des droits fonciers communautaires et de la conservation (CLARIFI)	2 023
[Actualité] Mécanisme de réponse stratégique	1 151
[Événement] Les peuples autochtones et les communautés locales accueillent le tout premier congrès africain sur la conservation pilotée par les communautés	1 068

## Vidéos: Les plus regardées

**60,279**  
Nombre total de vues

### Vidéos les plus regardées

#### Nombre total de visites

Notre terre, notre vie	51 945
L'histoire des Ogiek : La conservation dirigée par la communauté au Mont Elgon, Kenya	4 992
Dialogue sur la conservation fondée sur les droits et les approches climatiques en 2023 et au-delà	406
Suivi Communautaire des investissements fonciers et des chaînes d'approvisionnement : Explication	369
Congrès sur la conservation des peuples autochtones et des communautés locales	310



# Blog: La terre écrit

## 2023 faits marquants du blog de RRI



11 janvier 2023

Questions et réponses avec Gam Shimray, leader autochtone, sur la façon dont les droits, la biodiversité et l'avenir de la planète sont liés.

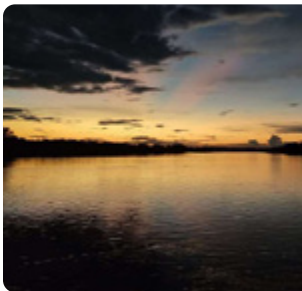
[en savoir plus](#)



1er mars 2023

Une communauté autochtone du Népal voit ses pratiques coutumières de protection de la nature et de la biodiversité reconnues

[en savoir plus](#)



14 avril 2023

Domages irréparables causés à l'environnement par le bloc pétrolier d'Ombú dans les contreforts de l'Amazonie colombienne

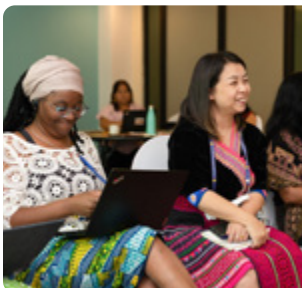
[en savoir plus](#)



19 juillet 2023

Comment les pirates du marché du carbone menacent les territoires de plus de 200 familles dans les Andes équatoriennes

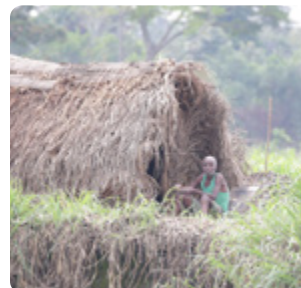
[en savoir plus](#)



6 septembre 2023

Le Groupe des droits et des ressources acquiert LandWise, une base de données juridique essentielle sur les droits fonciers des femmes

[en savoir plus](#)



11 octobre 2023

L'Assemblée nationale de la RDC adopte une nouvelle loi historique sur l'aménagement du territoire

[en savoir plus](#)



27 novembre 2023

Deux grandes victoires pour le mouvement de réforme agraire en Indonésie

[en savoir plus](#)



7 décembre 2023

À qui appartiennent les terres du monde ? Renforcer les droits fonciers des communautés pour les populations et la planète

[en savoir plus](#)

Lire d'autres histoires  
sur le Blog : La terre écrit >

# Faits marquants dans les médias

Découvrez quelques-unes de nos principales mentions dans les médias en 2023 !



## Une étude montre que les communautés autochtones et locales voient leurs droits fonciers s'améliorer considérablement

Une nouvelle étude de RRI montre que les terres légalement désignées ou détenues par les peuples autochtones, les peuples afro-descendants et les communautés locales ont augmenté de plus de 100 millions d'hectares entre 2015 et 2020, soit une superficie supérieure à celle de l'Égypte. Ces groupes possèdent désormais plus de 11 % des terres émergées de la planète.

Mongabay

[Lire l'article](#)



## Restaurer le bassin du Congo : Les femmes autochtones mènent la charge

En mai, RRI a aidé à rassembler 200 participants de 20 pays à Brazzaville, République du Congo, pour renforcer le rôle des femmes et des filles autochtones et des communautés locales de la région dans la résilience climatique et la conservation de la biodiversité. Lire l'interview de Solange Bandiaky-Badji, coordinatrice de RRI, sur l'importance de l'événement.

Magazine Fair Planet

[Lire l'article](#)



## À Bali, les touristes "mer-soleil-sable" menacent une ancienne forêt tropicale

La communauté autochtone Adat Dalem Tamblingan, qui vit dans le centre-nord de Bali, en Indonésie, depuis au moins le IXe siècle, se bat pour ses droits fonciers afin de freiner le tourisme et de protéger la forêt d'Alas Mertajati et le lac Tamblingan. Cet article est le résultat d'une visite de site organisée par Badan Registrasi Wilaya Adat (BRWA), la Fondation Wisnu et RRI.

Fondation Thomson Reuters

[Lire l'article](#)



## Établir des relations avec les populations autochtones : Un guide en 5 étapes pour les entreprises

Depuis l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité lors de la CoP15 à Montréal (Canada) en 2022, les entreprises s'interrogent sur leur rôle dans l'engagement des communautés autochtones et locales et sur la manière dont elles peuvent devenir de meilleurs alliés. Cet article résume les principales recommandations sur la façon dont les entreprises peuvent repenser les partenariats entreprises-communautés pour protéger la biodiversité et le climat.

Green Biz

[Lire l'article](#)



## L'activisme climatique devient de plus en plus dangereux pour les défenseurs des terres du monde entier

Selon une étude de RRI, le Mexique est le pays des Amériques qui possède le pourcentage le plus élevé de terres appartenant collectivement aux peuples autochtones et aux communautés locales. Pourtant, les effets croissants du changement climatique et les pressions politiques et économiques obligent certaines communautés autochtones du pays à prendre les armes pour défendre leurs écosystèmes et leur mode de vie.

Vox

[Lire l'article](#)



## Le tout premier congrès africain sur la conservation pilotée par les communautés s'achève sur une note impressionnante

Plus de 300 participants se sont réunis à Windhoek, en Namibie, en octobre 2023 sous la bannière "nous sommes la nature et la nature est nous". Le congrès est considéré comme un point de départ pour que le continent définisse son propre cadre politique en matière de conservation, centré sur l'être humain.

EnviroNews Nigeria

[Lire l'article](#)



# Faits saillants financiers



Nous avons obtenu près de 10,5 millions de dollars USD de financements nouveaux et renouvelés pour la période 2024–2027. Ce financement servira à renforcer le soutien direct aux peuples autochtones, aux peuples afro-descendants et aux communautés locales – en particulier les femmes et les jeunes au sein de ces groupes – en Asie, en Afrique et en Amérique latine.



Après un processus de recrutement approfondi, nous avons embauché deux nouveaux membres de l'équipe exécutive du secrétariat. Makaria Reynolds nous rejoint en tant que directrice des opérations, forte de plusieurs années d'expérience dans la gestion des ressources humaines, des opérations financières, des contrats et des subventions, ainsi que des relations avec les donateurs. Keith Slack rejoint RRI en tant que directeur principal des programmes pour aider à guider nos programmes régionaux et mondiaux pour un impact à long terme, stratégique et significatif.



Nous avons terminé notre audit annuel 2022, obtenant une opinion non modifiée avec un minimum de commentaires de la part de la direction.





Iranyishuye Mariam de REPALÉAC Burundi-ASSEJEBA et Jenifer Lasimbang de Malaisie rient ensemble lors de la réception du tout premier Forum des femmes autochtones et des communautés locales d'Afrique centrale et du bassin du Congo à Brazzaville, en République du Congo, en mai 2023.  
Crédit: Victoire Douniama.





[rightsandresources.org/fr](https://rightsandresources.org/fr)

2445 M Street NW, Suite 520  
Washington, DC 20037  
United States